

Unité Inter-départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

FLOWSERVE POMPES SAS

13 rue Maurice Trintignant
72230 Arnage

Références : 2022-673_FLOWSERVE POMPES SAS_INSP_RAP
Code AIOT : 0006301862

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2022 dans l'établissement FLOWSERVE POMPES SAS implanté 13 rue Maurice Trintignant 72230 ARNAGE. L'inspection a été annoncée le 11/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FLOWSERVE POMPES SAS
- 13 rue Maurice Trintignant 72230 ARNAGE
- Code AIOT : 0006301862
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FLOWSERVE POMPES SAS a pour activité principale la fabrication de pompes de transfert de fluide pour le domaine de l'énergie, de l'eau, de la chimie ... Pour ce faire, elle exploite notamment des installations de travail mécanique de métaux et des installations de nettoyage-dégraissage. La société FLOWSERVE POMPES SAS est encadrée par l'arrêté préfectoral n°07-2287 du 9 mai 2017 et par l'arrêté préfectoral complémentaire n°DIRCOL2017-0121 du 21 mars 2017.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Confinement des eaux incendie - Constat visite du 20/03/2018	AP Complémentaire du 21/03/2017, article 8.4.1	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	10 mois
3	Isolement avec les milieux - Suite constat visite du 10/03/2022	AP Complémentaire du 21/03/2017, article 4.2.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Capacité des rétentions - Constat visite du 20/03/2018	AP Complémentaire du 21/03/2017, article 8.4.1	Susceptible de suites	Sans objet
6	Vérification des moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 21/03/2017, article 8.2.5	Susceptible de suites	Sans objet
8	Plan de gestion des solvants - Suite constat visite du 10/03/2022	AP Complémentaire du 21/03/2017, article 3.2.4	/	Sans objet
10	Eaux souterraines - Substances	AP Complémentaire du 21/03/2017, article 1.2 - 2ème alinéa	/	Sans objet
11	Eaux souterraines - Transmissions des résultats	AP Complémentaire du 21/03/2017, article 1.2 - 3ème alinéa	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Plans des locaux	AP Complémentaire du 21/03/2017, article 8.2.5	Susceptible de suites	Sans objet
5	Appareils d'incendie	AP Complémentaire du 21/03/2017, article 8.2.5	Susceptible de suites	Sans objet
7	Liste des installations concernées par une rubrique	AP Complémentaire du 21/03/2017, article 1.2.1	Susceptible de suites	Sans objet
9	Eaux souterraines - Fréquence de surveillance	AP Complémentaire du 21/03/2017, article 1.2 - 1er alinéa	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les besoins en eaux pour la lutte contre l'incendie et les volumes de rétention correspondants n'ont pas été dimensionnés. L'isolement des réseaux d'assainissements du site n'a pas été effectué. Un projet de mise en demeure, relatif à ces deux points, est proposé au Préfet.

Trois constats de la visite précédente ont pu être levés. Il est à noter que l'exploitant a pris en compte les observations, relatives aux opérations de versement/pompage de la cuve des eaux souillées, faites lors de la visite précédente.

Les actions correctives relatives aux non-conformités de la visite précédente et aux deux nouvelles non-conformités identifiées sont à mettre en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacité des rétentions - Constat visite du 20/03/2018

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/03/2017, article 8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention [...]. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,• dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. [...]</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Constats : Suite à la visite d'inspection du 10 mars 2022, il était demandé à l'exploitant de justifier la résistance chimique des bâches plastiques PVC (formant rétention) aux produits stockés (peintures et solvants). Il lui avait été indiqué que le volume de rétention du local de stockage de peintures devra être redéfini ainsi que la quantité maximale de produits stockés. De plus, il lui était demandé de s'assurer de la compatibilité chimique des différents produits stockés au droit des deux locaux (la rétention du local de stockage de peintures et celle du local de stockage des diluants étant reliées).</p> <p>Par courrier du 16 mai 2022, l'exploitant a indiqué la venue d'un prestataire au 31/05/2022 pour l'expertise des caractéristiques techniques des rétentions PVC afin de conclure sur leur convenance ou leur besoin de remplacement. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que la vérification de la compatibilité des produits avait été effectuée et que le tableau de compatibilité des substances chimiques devait être affiché.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2022, l'exploitant a indiqué que les bacs de rétention en PVC n'étaient pas adaptés aux stockages des produits chimiques. L'exploitant disposait d'un devis (n°DE130439 du 9 décembre 2022) pour 12 bacs de rétention en acier galvanisé, la commande n'ayant pas encore été passée (devis non signé).</p> <p>Au cours de la visite du bâtiment principal, l'affiche relative à la compatibilité des produits a bien été constatée sur la porte d'entrée du local de stockages des produits chimiques (peintures et solvants).</p> <p>→ L'exploitant mettra en place, dans les plus brefs délais, les bacs de rétention adaptés aux stockages des produits chimiques. Il transmettra à l'inspection les justificatifs attestant de leur mise en place (facture, photographies ...).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Confinement des eaux incendie - Constat visite du 20/03/2018

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/03/2017, article 8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir, autant que faire se peut, l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.
<p>Constats : Suite à la visite d'inspection du 10 mars 2022, il était demandé à l'exploitant d'identifier toutes les zones du site présentant un risque incendie lié aux produits ou à l'activité. Pour chaque zone identifiée, il était attendu que l'exploitant détermine le besoin en eau correspondant et d'indiquer le moyen de confinement correspondant déjà présent ou envisagé. Pour les moyens de rétention à mettre en place, l'exploitant devait détailler les travaux nécessaires à leur mise en place ainsi que les échéances associées.</p> <p>Il avait été notifié à l'exploitant, qu'en fonction des éléments transmis, l'inspection des installations classées statuerait sur la nécessité de proposer un arrêté de mise en demeure pour la mise en conformité des systèmes de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie.</p> <p>Par courrier du 16 mai 2022, l'exploitant avait transmis un plan identifiant plusieurs zones à risque incendie (issu du dossier de récolement de novembre 2016).</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2022, l'exploitant a indiqué avoir identifié les zones à risques du site (cf constat "Plan des locaux"). Il est à noter que la zone "magasin" (stockage de pièces avec conditionnement en matières combustibles) n'a pas été comptabilisée dans les zones à risques.</p> <p>Les dimensionnements des besoins en eau pour la lutte contre l'incendie et des volumes de rétention à mettre en oeuvre relatifs aux zones à risques identifiées n'ont pas été déterminés. L'exploitant a indiqué certaines possibilités de rétention déjà présentes sur site (canalisation, zone sous-sol, fosse ...) mais sans préciser les volumes de rétention correspondants.</p> <p>→ Le constat est reporté.</p> <p>→ L'exploitant doit mettre en place les mesures nécessaires afin que l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre soient recueillis, les dimensionnements des besoins en eaux et des volumes de rétention, selon les guides D9 et D9A étant attendus. Un projet d'arrêté de mise en demeure sur ce point est proposé au Préfet.</p> <p>→ L'exploitant apportera les éléments nécessaires pour justifier la non-prise en compte de la zone "magasin" dans les zones à risque incendie du site.</p>
Observations : Pour rappel, les dispositifs internes de confinement sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 10 mois

N° 3 : Isolement avec les milieux - Suite constat visite du 10/03/2022

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/03/2017, article 4.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>Constats : Suite à la visite d'inspection du 10 mars 2022, il avait été rappelé à l'exploitant que selon l'article 4.2.5 de son arrêté préfectoral, un système permettant l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur doit être présent.</p> <p>Par courrier du 16 mai 2022, l'exploitant indiquait qu'un prestataire était venu sur site le 11 mai 2022 concernant l'isolement des réseaux d'assainissement. Il a été mis en évidence que le plan des réseaux d'eau du site doit être mis à jour avant de pouvoir prendre une décision sur la solution technique à adopter.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2022, l'exploitant a indiqué avoir fait intervenir un prestataire afin d'identifier les solutions envisageables sur site, la mise en place de guillotine à chaque point de déversement dans le réseau communal ayant été retenue. L'exploitant a montré, via un plan des réseaux, la localisation des trois guillottes à poser (aucun devis n'ayant été signé au jour de la visite). Selon ce plan, les canalisations d'eaux pluviales ne seraient pas isolées du réseau communal avec le dispositif décrit. Il a été vu avec l'exploitant la nécessité d'isoler également le réseau eaux pluviales du site.</p> <p>→ Le constat est reporté.</p> <p>→ L'exploitant doit mettre en place les dispositifs nécessaires afin d'isoler les réseaux assainissement du site avec l'extérieur. Un projet d'arrêté de mise en demeure sur ce point est proposé au Préfet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Plans des locaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/03/2017, article 8.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriée aux risques, notamment : [...] <ul style="list-style-type: none"> - des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 [...]
Constats : Suite à la visite d'inspection du 10 mars 2022, il était demandé à l'exploitant de mettre à jour son plan des locaux à risques et d'identifier les dangers associés (ce plan devant être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées). Par courrier du 16 mai 2022, l'exploitant a fourni un plan identifiant les zones à risque d'incendie et d'explosion (plan extrait du dossier de récolement de novembre 2016). Lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2022, l'exploitant a montré un plan où sont identifiées plusieurs zones à risques (plan d'urgence rédigé avec le SDIS) : <ul style="list-style-type: none"> • zone 1 : poste général électrique • zones 2 : postes H.T. B&D • zone 3 : cabine peinture, stockage peinture et postes H.T C&E/ • zone 4 : stockeurs Plusieurs machines ont également été identifiées (machines "critiques" sur lesquelles il faudra intervenir en priorité).
Observations : Le nouveau plan ne comporte pas de titre. Les risques (incendie/explosion/déversement ...) ne sont pas spécifiquement identifiés. Le plan des zones à risques pourra être mis à jour en prenant en compte ces pistes d'améliorations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Appareils d'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/03/2017, article 8.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé, d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100m d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m3 par heures pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150m maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).
<p>Constats : Suite à la visite d'inspection du 10 mars 2022, il était demandé à l'inspection d'apporter la justification nécessaire vis-à-vis de la disponibilité du débit des poteaux incendie en simultané ainsi que la justification du respect des distances maximales. Il lui avait été également précisé que si les poteaux incendie présents ne garantissaient pas le débit indiqué à l'article 8.2.5 ou si les distances maximales n'étaient pas respectées, les mesures nécessaires à mettre en oeuvre pour disposer de ce débit, seraient à indiquer à l'inspection.</p> <p>Par courrier du 16 mai 2022, l'exploitant a fourni un plan justifiant du respect des distances des poteaux incendie par rapport aux limites de l'installation. Il indiquait qu'une bouche de poteau incendie devait être remplacée afin de passer à un diamètre DN100. Par ailleurs, la vérification des débits des hydrants était en cours.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2022, l'exploitant a indiqué que le poteau incendie avec une bouche de diamètre DN65 ne serait finalement pas modifié en diamètre DN100 et a justifié du débit des poteaux incendie présents à l'extérieur du site et en interne.</p> <p>Les poteaux n°1 et n°2, situés rue Maurice Trintignant, ont un débit simultané respectivement de 249 m3/h et 239 m3/h (attestation du service Eau et Assainissement de Le Mans Métropole du 18 mai 2022).</p> <p>Les poteaux n°1057 et 1058, situés rue Maurice Trintignant - Ancien site "Phillips", ont un débit simultané respectivement de 89 m3/h et 102 m3/h.</p> <p>Les poteaux incendie interne (n°1 à 4) au site ont été vérifiés le 4 octobre 2022 (procès verbal d'intervention du 4/10/2022 - contrat n°10072168). Ceux-ci sont en bon état de fonctionnement et auraient respectivement un débit de 579 m3/h; 942 m3/h ; 690 m3/h et 238 m3/h. Cependant, le PV d'intervention ne permet pas de certifier le débit en simultané des quatre poteaux incendie internes.</p> <p>Les poteaux incendie internes avec un diamètre DN65 n'ont pas été vérifiés.</p>
Observations : L'exploitant s'assurera du débit en simultané des poteaux incendie internes au site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Vérification des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/03/2017, article 8.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
Constats : Suite à la visite d'inspection du 10 mars 2022, il était demandé à l'exploitant de procéder dans les meilleurs délais à la vérification des systèmes de sprinklage présents sur site. Il lui était également demandé d'indiquer la signification du code fonctionnel "hors tolérance" pour l'extincteur n°66 (indiquée lors de la vérification périodique de 2021) et de s'assurer que le registre de vérification des extincteurs consigne bien toutes les interventions effectuées.
<p>Par courrier du 16 mai 2002, l'exploitant a apporté la justification nécessaire sur la signification du code fonctionnement émise pour l'extincteur n°66 (extincteur arrivé à 10 ans - échange standard qui a été effectué). Il a précisé qu'un rappel avait été fait quant à la signature du registre de sécurité. Concernant le sprinklage, l'exploitant indiquait être en attente des travaux par la maintenance pour la pose des points de mesures (suite à la visite du prestataire).</p>
<p>Lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2022, l'exploitant a indiqué que l'installation d'extinction présente au niveau de la cabine peinture et des locaux de stockage (peintures et diluants) n'était pas un sprinklage et que de ce fait le prestataire a annulé la vérification qui était prévue (mail du prestataire transmis à l'inspection). Le dispositif présent est un système sous pression d'extinction à eau (relié au réseau d'eau du site).</p>
<p>L'exploitant a précisé que les têtes de "sprinklage" de l'installation avaient été changées et que l'installateur de la cabine de peinture allait venir vérifier le système d'extinction de celle-ci.</p>
<p>→ Le constat est reporté : la vérification du système d'extinction au niveau des cabines poudres et locaux de stockages sus-visés sera à effectuer. Les éléments justificatifs seront à transmettre à l'inspection des installations classées dès réalisation.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Liste des installations concernées par une rubrique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/03/2017, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de la nomenclature
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées : cf. tableau dans APC.
<p>Constats : Suite à la visite d'inspection du 10 mars 2022, il était demandé à l'exploitant de transmettre aux services de la préfecture une mise à jour de la situation administrative du site (devant notamment prendre en compte le positionnement vis-à-vis de la rubrique 1978 relative aux solvants organiques). Concernant le stockage temporaire de gazole, il était également demandé à l'exploitant de se positionner vis-à-vis de la rubrique 4734 relative aux produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : si la quantité stockée dépassait un des seuils de classements, il était demandé à l'exploitant d'engager la procédure nécessaire et le cas contraire, d'en informer seulement les services de la préfecture (avec les éléments d'appréciation nécessaires).</p> <p>Par mail du 11 mai 2022, l'exploitant a informé les services de la préfecture du stockage temporaire de gazole (non classé), en indiquant notamment les mesures mises en place (équipements d'extinction mis en place, formation du personnel, dispositifs de sécurité) ...</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2022, l'exploitant a indiqué les éléments suivants vis-à-vis de la situation administrative du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rubrique 2560 : capacité de 1147 kW (puissance de 1100 kW dans l'AP de 2017) - Rubriques 2940, 2563 et 2575 : aucune évolution depuis l'AP de 2017 - Rubrique 1185 : les bouteilles de gaz FM200 ont été enlevées et le site ne serait plus soumis à cette rubrique - Rubrique 1978 : l'activité du site est concernée par l'alinéa 8 de la rubrique ("Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux ...") mais ne serait pas classée (2 tonnes de solvants consommés par an sur le site contre un seuil de classement à 5 tonnes/an).
Observations : L'exploitant veillera à transmettre aux services de la préfecture la mise à jour de la situation administrative du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan de gestion des solvants - Suite constat visite du 10/03/2022

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/03/2017, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an ; l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations le plan de gestion des solvants et l'informe des actions visant à réduire leur consommation.
Constats : Suite à la visite d'inspection du 10 mars 2022, il avait été indiqué à l'exploitant, au vu de la consommation annuelle en solvants, qu'un plan de gestion de solvants devait être mis en place conformément à l'article 3.2.4 sus-visé. Lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2022, l'exploitant a indiqué avoir commandé, auprès d'un prestataire, la réalisation du Plan de gestion des Solvants (contrat N°Q-333720-0797715 du 14 novembre 2022 et bon de commande n°291378 du 18 novembre 2022). → Le plan de gestion des solvants sera à transmettre à l'inspection, dès réception.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Eaux souterraines - Fréquence de surveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/03/2017, article 1.2 - 1er alinéa
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Deux fois par an, au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe.
Constats : Le rapport n°SER20121/2C22-1 relatif au suivi annuel des eaux souterraines - deuxième campagne semestrielle 2022 a été consulté. Les résultats d'analyses montrent que des prélèvements d'eaux souterraines ont été réalisés de façon semestrielle entre 2008 et 2022. Par sondage, le niveau piézométrique a bien été relevé lors de la dernière campagne de prélèvements (septembre 2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/03/2017, article 1.2 - 2ème alinéa
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'eau prélevée dans les piézomètres PZ4, PZ6, PZ18 et PZ26 fait l'objet de mesures des substances ci-après, susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité actuelle ou passée de l'installation: - composés organiques : trichloroéthylène, 1-2 dichloroéthylène, chlorure de vinyle - hydrocarbures totaux.</p>
<p>Constats : Par sondage, les rapports n°SER201021/2C21-1 et n°SER20121/2C22-1 ont été consultés : l'indice hydrocarbure C10-C40, les COHV (dont trichloroéthylène, 1-2 dichloroéthylène, chlorure de vinyle) et les métaux dissous ont été mesurés lors des campagnes de surveillance de 2021 et 2022.</p> <p>Pour rappel, un allègement de la surveillance (arrêt de suivi des métaux lourds) avait été demandé par l'exploitant en mars 2013 et avait été acté par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2017.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2022, il a été indiqué à l'exploitant que le paramètre hydrocarbures totaux correspondait à la somme de tous les hydrocarbures, soit l'indice Hydrocarbures Volatils (C5-C10) et l'indice hydrocarbures (C10-C40). La fraction C5-C10 n'est pas mesurée lors des campagnes de surveillance.</p> <p>→ La mesure du paramètre Hydrocarbures Totaux est attendue pour les prochaines campagnes de surveillance.</p>
<p>Observations : Il est à noter que le rapport n°SER20121/2C22-1 recommande une inspection du tube PVC du piézomètre n°26 par caméra afin de déterminer précisément la nature de l'obstruction et de pouvoir éventuellement y remédier (la profondeur de l'ouvrage n'ayant pas pu être mesurée en raison de la présence de racines bloquant la descente de la sonde).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/03/2017, article 1.2 - 3ème alinéa
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés des commentaires nécessaires. Au vu des résultats, la SAS FLOWSERVE POMPES pourra présenter une demande argumentée d'adaptation de la fréquence des mesures.</p> <p>Constats : De 2008 à 2017, les rapports semestriels de surveillance des eaux souterraines ont été envoyés à l'inspection des installations classées.</p> <p>Une déclaration a été enregistrée sur GIDAF en mars 2022 (correspond aux mesures effectuées en octobre 2021). Les résultats d'analyses ont été renseignés pour PZ4 mais pas pour les trois autres piézomètres. Le rapport d'analyses (n°SER20121/2C21-1) a été intégré en tant que pièce jointe de la déclaration.</p> <p>Le cadre de surveillance relatif aux eaux souterraines ayant été créé sur GIDAF en août 2020, il est à noter que les résultats de plusieurs campagnes d'analyses des eaux souterraines n'ont pas été transmises ou déclarées sur GIDAF.</p> <p>Suite à la visite d'inspection du 16 décembre 2022, l'exploitant a déclaré sur GIDAF les résultats de la campagne de prélèvements des eaux souterraines du deuxième semestre 2022.</p> <p>L'inspection a consulté la déclaration de décembre 2022 et les éléments suivants ont été constatés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour le piézomètre n°4, une concentration de 0.5 µg/L a été déclarée sur GIDAF alors que le rapport d'analyses correspondant indique une concentration de 3.4 µg/L. - une concentration de 0.05 µg/L (supérieure au seuil de quantification) pour le piézomètre n°4 et une concentration de 0.05 µg/L (inférieure au seuil de quantification) pour les piézomètres 6, 18 et 26 ont été renseignées sur GIDAF alors que le rapport d'analyses correspondant indique une concentration en hydrocarbures inférieure à 50 µg/L (= 0.05 mg/L). <p>→ L'exploitant veillera à déclarer sur GIDAF, de façon cohérente par rapport aux rapports d'analyses, les résultats de chaque campagne semestrielle de suivi des eaux souterraines.</p> <p>Observations : Lors de la visite d'inspection du 16 décembre 2022, l'exploitant a indiqué souhaiter arrêter le suivi des eaux souterraines du site. Il a été indiqué à l'exploitant que toute demande d'évolution ou d'arrêt de surveillance doit se baser sur un bilan quadriennal des eaux souterraines.</p> <p>Il est à noter que le rapport relatif à la deuxième campagne d'analyses des eaux souterraines pour 2022 indique que l'évolution des résultats sera à suivre au cours des prochaines campagnes semestrielles.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet